

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Préfet du Bas-Rhin

Mandataire

Préfet du Bas-Rhin

Objet du marché

Mise en place de stores dans des bureaux à la cité administrative GAUJOT de
Strasbourg

I. PRESENTATION DE L'OPERATION

I.1 OBJET DE L'OPERATION

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet la mise en place de stores intérieurs dans les bâtiments B et F Sud de la cité administrative GAUJOT de Strasbourg – 14, rue du Maréchal Juin.

L'ensemble de ces travaux et fournitures devront répondre aux spécifications du C.C.T.G. (Cahier des Clauses Techniques Générales) applicables aux marchés publics. Les avis techniques du C.S.T.B., les normes françaises de l'A.F.N.O.R., le cahier des charges, les D.T.U., les avis techniques des fabricants concernant la mise en œuvre des produits devront être appliqués.

I.2 CONSISTANCE DES TRAVAUX

1.2.1 Prestations comprises dans le marché

Les prestations comprises dans le présent marché comprennent :

1.2.1.1 L'installation de chantier

Les prestations comprennent l'amenée, son installation, l'évacuation et le tri des déchets , le repliement du matériel de chantier et la remise en état des lieux pour les dégradations imputables à chacun des lots.

1.2.1.2 Réglementation du marché

Le présent marché est de type « à prix global et forfaitaire».

Le dossier de consultation définit d'une manière précise l'objet du marché et les caractéristiques des travaux à réaliser. La visite obligatoire par les candidats et doit permettre d'apprécier les travaux à réaliser en tenant compte de l'état des logements, des contraintes de stationnement, d'installation de chantier ou d'environnement.

Le prix global forfaitaire indiqué par l'entrepreneur doit correspondre à des travaux livrés entièrement terminés.

Ne peuvent pas être considérés comme « travaux supplémentaires » et donner lieu à paiements complémentaires tous les travaux et fournitures nécessaires pour livrer au maître d'ouvrage l'objet du marché en complet et parfait état d'achèvement.

Bien que la décomposition de prix global et forfaitaire annexée à l'offre de l'entrepreneur soit déclarée contractuelle, dans le cas de divergences, L'Acte d'Engagement prévaut sur la Décomposition du Prix Global et forfaitaire. **Les quantités indiquées dans la D.P.G.F. sont données à titre indicatif.**

I.3 REGLEMENTATIONS

I.3.1 Réglementations générales applicables aux travaux

Le titulaire est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation du chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux dont notamment les suivantes (la liste ci-dessous ne suit pas un ordre de priorité) :

- Code civil ;
- Code du travail ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Règlement national d'urbanisme (RNU) ;
- Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- Règlement sécurité incendie ;
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;
- Réglementations acoustiques, dont NRA ;
- Législation concernant les conditions de travail et l'emploi de main d'œuvre ;
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;
- Règlements de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier et respect du code de la route
- Et tous les autres textes réglementaires et législatifs ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

I.3.2 Réglementations concernant la sécurité et la santé sur le chantier

En matière de sécurité et de protection de la santé, le titulaire veillera aux respects des lois et textes à l'exécution des travaux dans les bureaux qui peuvent être occupés. Un plan de prévention sera rédigé entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage.

I.3.3 Réglementations techniques

Les réglementations techniques qui régissent la plus grande partie des travaux, produits et procédés traditionnels utilisés dans les travaux de bâtiment sont les suivantes :

- Les documents techniques unifiés (D.T.U.) ;
- Les codes, lois et règlements ;
- Les règles ou recommandations professionnelles.

Pour les produits et procédés « non traditionnels » ou « innovants » non couverts par les réglementations énoncées ci-dessus :

- Documents généraux d'avis techniques ;
- Agréments techniques européens ;
- Procédure ATEX ;

- Produits certifiés ;
- Cahiers des charges de mise en œuvre établis par les fabricants ;
- Procédure d'avis de chantier.

I.3.4 Tolérances dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisés dans les :

- D.T.U./ C.C.T.G.;
- Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront, pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances.

I.4 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LE CHANTIER

I.4.1 Sécurité et hygiène sur le chantier

Chaque entreprise sera tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire dans chaque bureau en cours de travaux, aussi bien vis-à-vis des agents que du personnel travaillant sur le chantier.

La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles.

Les entreprises appliqueront toutes les mesures de prévention spécifiques à leur profession lors de l'exécution de leurs travaux.

Il sera apporté un soin particulier pendant les opérations de manutention (déchargement de matériaux) et de levage.

I.4.2 Nuisances de chantier

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, en gardant propre les abords des pavillons, l'environnement immédiat des bennes à déchets et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier,
- Les poussières générées,
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,
- Les salissures des voies publiques et dans les circulations,
- Les déchets pouvant être facilement emportés par le vent.

I.4.3 Traitement des déchets du chantier

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par le titulaire d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur à ce sujet. Pour ce faire, les déchets provenant des travaux des différents lots techniques, pouvant être valorisés dans des filières de recyclage dont dépendent les communes, iront rejoindre les bennes ou contenant à disposition.

Le titulaire devra intégrer dans ses prix le coût de cette gestion.

I.4.4 Élimination des déchets de chantier

L'évacuation au quotidien des déchets de chantier sera de la responsabilité du titulaire.

1.4.5 Dégradations causées aux ouvrages finis

Le titulaire sera responsable, pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir lors de l'exécution des travaux.

Dès la constatation de dégradations causées à des ouvrages, le titulaire signale au maître d'œuvre les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou des dégradations causées par d'autres corps d'état travaillant sur le chantier.

Les frais occasionnés à l'entrepreneur pour la remise en état sont récupérables par application des dispositions des articles 11.2 de la norme NF P 03-001 et 3.1. de son annexe A dans le cas où le responsable des dégâts aurait été identifié, et 11.31 de la dite norme, dans le cas où ces dégâts relèveraient d'un compte prorata.

Dans le cas où le responsable ne peut être connu, le maître d'œuvre fera exécuter les travaux, et les frais seront portés à un compte prorata.

1.5 PRESCRIPTIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le titulaire devra réaliser :

- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (nacelles élévatrices) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de son ouvrage en fin de travaux et après réception ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Les dimensions sont données à titre indicatif, elles devront être ajustées par le titulaire du marché pour l'établissement de ses prix.

1.6 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est réputé, par le fait d'avoir remis leur offre :

- Avoir pris parfaitement connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux etc., des possibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelques manières que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Le titulaire ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce jour pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

I.7 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation des travaux de l'opération citée en objet, devra être parfaite et constante avant et pendant la durée du chantier.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Le titulaire réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.
- Le titulaire sera tenu de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de ses travaux en parfaite liaison, le cas échéant avec des autres corps d'état et en référence aux plannings d'exécutions dont la synthèse des plannings est à la charge de la maîtrise d'œuvre pour validation, en relation avec les titulaires de lot.

I.8 REGLES D'EXECUTIONS GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail arépondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

I.9 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

I.9.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité, en l'espèce indiquée les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défaut susceptible d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique délivré par le CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaire d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

I.9.2 Produits de marque

Pour certains matériels et produits, le choix dans le cadre de la rénovation ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle d'une marque.

Les marques et modèles, indiqués ci-après dans le CCTP avec la mention « ou équivalent », sont donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en rapport qualité-prix, dimensions, formes, aspects, facilités d'entretien, etc.

I.9.3 Échantillons

Les entrepreneurs sont tenus de fournir, au plus tard à la fin de la période de préparation, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandé par le maître d'œuvre.

Ceux-ci doivent être le cas échéant montés, débarrassés de toutes protections afin de laisser la possibilité au maître d'œuvre de les regarder de près et d'en apprécier la qualité vis à vis d'une référence qui avait été fourni par le CCTP.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses frais et risques, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par les signatures visées par le maître d'œuvre.

I.9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité.

Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

I.9.5 Conformité à la réglementation «sécurité incendie»

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation « sécurité incendie », le titulaire

devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

I.9.6 Avis techniques

Les matériaux, équipements ou procédés de construction nouveaux, non couverts par les DTU et normes, peuvent faire l'objet de procédure d'Avis Technique, avec certificat de suivi et de marquage.

Pour tous les matériaux, équipements ou procédés de construction faisant l'objet d'une procédure d'Avis Techniques, les assureurs ne prennent en garantie que ceux titulaires de cet Avis Technique.

Dans certains cas, les assureurs peuvent, en plus de l'Avis Technique, imposer des conditions particulières. Dans le cas de mise en œuvre de matériaux, équipements ou procédés de construction soumis à Avis Technique, l'entrepreneur aura intérêt à prendre contact avec son assureur à ce sujet.

I.9.7 Avis techniques européens

Même principe que pour les Avis Techniques, et l'entrepreneur devra également s'assurer auprès de sa compagnie des conditions de prise en garantie.

I.9.8 Produits certifiés

De nombreux produits, matériaux et équipements sont titulaires de « certificats de qualification », ces produits, matériaux et équipements sont dits « certifiés ».

Ces produits certifiés comportent un marquage clairement visible avec sigle correspondant NF - CTB - ATG - QUALIF - CEKAL - ACERFEU, etc., ainsi que CE.

Ces marques de qualité sont exigées :

- Pour les marchés publics :
- Lorsque le maître d'ouvrage l'exige dans les documents particuliers du marché
- Pour les organismes de contrôle technique et les assureurs :
- Soit la certification ;
- Soit des justifications apportant les preuves que le produit est équivalent, ces justifications étant à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage impose à l'entrepreneur l'obligation du respect du cahier des charges de mise en œuvre établi par le fabricant.

I.9.9 Agréments – Essais – Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que les matériaux titulaires de cet Avis Technique, et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge du titulaire.

I.9.10 Percements – rebouchages – scellements - raccords

Les raccords seront exécutés par le titulaire. Celui-ci aura implicitement à sa charge l'exécution de tous les percements, passages, trous réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage etc. si nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans le cas de percements dans les éléments porteurs soumis à des contraintes importantes, l'entrepreneur devra obtenir l'accord du maître d'œuvre avant d'exécuter ses percements.

Dans les cloisons minces, les saignées et tranchées ne devront en aucun cas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur de la cloison brute. Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de ciment et sable fin, et les cales en bois dans les scellements sont interdites. Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre.

Les scellements et rebouchages devront toujours être arasés de 0,01 m environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord et les revêtements (maçonnerie, plâtrerie, carrelage, revêtements minces, peintures). Les raccords seront toujours réalisés en matériau strictement de même nature que le parement concerné.

La finition des raccords, leur arasement impérativement au même nu, aucune marque de reprise ne devra être visible. Dans tous les cas de percements, saignées, rebouchages, scellements, fourreaux etc., le titulaire devra veiller à respecter la valeur d'isolement phonique de la paroi concernée.

I.10 PROTECTION DES OUVRAGES

I.10.1 Protection des ouvrages

Le titulaire dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Il en est de même pour les ouvrages en cours de réalisation.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, le titulaire responsable en subira toutes les conséquences. Il devra remettre en état à ses frais les ouvrages détériorés.

I.10.2 Protection par le titulaire de ses propres ouvrages

L'entreprise titulaire ou sous traitante devra assurer leur protection après la pose jusqu'à la réception des locaux.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégés au droit des arêtes.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

I.10.3 Responsabilités pour vols et / ou dégradations

Il est formellement spécifié le titulaire sera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages (y compris ceux confiés par le Maître d'ouvrage) jusqu'à la réception pleine et entière des travaux, en matière de détournements, dégradations ou détériorations.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que son intervention se fait dans des lieux occupés et que dans ce cas il devra prendre toutes précautions pour assurer la sécurité des éléments, produits et matériaux stockés ou mis en œuvre.

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, le titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins et installations de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Il est tenu de garantir de tout vol, détournement, dégradation et avarie, dommage, perte et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne lui sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité ni supplément de quelque nature.

Il est tenu de remettre en état ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelque soit la nature du dégât et sauf leur recours éventuel contre tous tiers responsables, le Maître de l'ouvrage demeurant en toute hypothèse complètement étranger à toutes contestations ou répartition des dépenses. Il devra également prendre toutes dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destruction se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entrepreneur responsable des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations ou remplacements.

Aucune indemnité ne pourra être allouée au titulaire pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou de fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, le titulaire doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître d'ouvrage.

I.11 RECEPTION ET QUALITE DES SUPPORTS

Lorsqu'un ouvrage exécuté par un entrepreneur constitue le support de la prestation d'une autre entreprise, celle-ci doit réceptionner le support. Si elle estime le support non conforme, elle doit en faire part et le signaler par écrit au Maître d'œuvre qui prendra toutes décisions utiles.

A défaut d'observation écrite, signifiée en temps utile et au plus tard une semaine avant le début prévu de sa prestation, le titulaire sera réputé avoir implicitement accepté le support et restera responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences que ces erreurs pourraient entraîner.

I.12 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le titulaire intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Après le nettoyage des lieux, la titulaire aura à sa charge la sortie de ses gravois.

Les entreprises devront trier les déchets et pour les cartons ou autres emballages réduire au maximum leur volume. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus en cours de travaux resteront à la charge du titulaire.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'œuvre pourra à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourrait être défini, ils seront portés à un compte prorata.

I.13 REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage au plus tard le jour de la réception des travaux.

Le dernier nettoyage de toutes les surfaces des locaux sera effectué par le titulaire.

I.14 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (récolement)

Préalablement à la réception et au plus tard une semaine avant le jour des opérations préalables à la réception, pour les entreprises concernées, remettre au Maître d'ouvrage sous la forme informatisée et sur papier, les notices techniques d'utilisation, de mise en service, d'entretien, et la nomenclature des appareillages mis en œuvre dans les installations avec mention de leur marque, de leur type, de leur référence, les fiches produits, pour constituer le dossier d'archives et de maintenance.

Les notices indiquant la périodicité et la nature des opérations de contrôle et de révision, la nature des ingrédients d'entretien et une liste des pièces de rechange de maintenance.

I.15 OBLIGATIONS DES ENTREPRENEURS CONCERNANTS LES TRAVAUX

Le titulaire devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité alentour. En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposé en cours de chantier.

I.15.1 Méthodes de dépose et de démolition

Les méthodes de dépose et de démolition sont laissées à l'appréciation du titulaire qui adoptera les

dispositions qui lui conviennent. Il est toutefois formellement spécifié que les méthodes utilisées devront rester dans le cadre de la réglementation du code du travail.

Le titulaire devra lors du choix, tenir compte dans tous les cas de :

- La sécurité du personnel
- La protection des ouvrages et constructions conservées contiguës ou à proximité.
- Prendre toute mesure pour assurer la bonne tenue de la structure des ouvrages.
- Toute autre obligation qui lui serait imposé par les conditions particulières du chantier.

I.15.2 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes le cas échéant, défini au début des travaux. Ils seront à déposer avec soin à trier et à ranger par le titulaire dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

I.15.3 Réglementation bruits de chantier

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet, dont notamment les législations :

Loi N° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit.

Application du décret N° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif aux bruits des voisinages.

Application de l'arrêté du 12 mai 1997 par la version consolidée au 15 avril 2015, fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores de tous les matériels et engins de chantier.

II DESCRIPTION DES TRAVAUX A REALISER

II.1 Travaux à réaliser au Bâtiment B

Dépose et évacuation des stores à lamelles

Localisation : bureaux : 204, 205, 206, 207, 208, 209, 211 , 215, 229, 230, 231, 232, 306, 327.

Dépose et évacuation des stores des fenêtres de toit :

Localisation : bureaux Bâtiment B : 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419

Fourniture et mise en place de store de protection intérieur, de caractéristiques suivantes :

- type POLYSCREEN 351 de chez BANDALUX ou Equivalent
- facteur d'ouverture 1 %
- manœuvre manuelle par manivelle avec guidage par câbles tendus
- surface anti UV et antitaches
- tube d'enroulement en aluminium
- coloris Linen, classement M1

Compris toutes sujétion de pose, de pièces et accessoires de fixation et de calfeutrement.

Les dimensionnements seront adaptés aux baies, avec un store par volume de vitrage

Localisation : bureaux 5, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 15, 32, 33, 43, 44, 45, 46, 51, 52,53, 57, 58, 61,62, 127, 129, 131, 134, 136, 138, 142, 145, 146, 148, 151, 152, 154, 203, 204, 205, 206.

Stores fixation entre pareclose sans perçage

Fourniture et mise en place de store de protection intérieur, de caractéristiques suivantes :

- type POLYSCREEN 351 de chez BANDALUX ou Equivalent
- facteur d'ouverture 1 %
- manœuvre manuelle par chaînette avec rail de guidage collé, adhésif ultrarésistant 3M
- surface anti UV et antitaches
- tube d'enroulement en aluminium
- coloris Linen, classement M1

Compris toutes sujétion de pose, de pièces et accessoires de fixation et de calfeutrement.

Les dimensionnements seront adaptés aux baies, avec un store par paroi vitrée

Localisation : bureaux : 124, 125, 128, 130, 132, 135, 137, 139, 140, 207, 208, 209, 212, 213, 214, 215,216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 225, 226, 229, 230, 231, 232, 303, 304,305, 306, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 324, 325, 326, 327

Stores pour fenêtres de toit

Fourniture et mise en place de store de protection intérieur pour fenêtre de toit, de caractéristiques suivantes :

- facteur d'ouverture 1 %
- manœuvre manuelle avec rail de guidage collé, adhésif ultrarésistant 3M
- surface anti UV et antitaches
- tube d'enroulement en aluminium
- coloris Linen, classement M1

Localisation : bureaux : 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419

Les dimensions à titre indicatif sont données dans le document joint à la présente consultation.

II. 2 Travaux à réaliser au Bâtiment F Sud

Dépose et évacuation des stores à lamelles

Ensemble des bureaux du bâtiment F Sud

Fourniture et mise en place de store de protection intérieur, de caractéristiques suivantes :

- type POLYSCREEN 351 de chez BANDALUX ou Equivalent
- facteur d'ouverture 1 %
- manœuvre manuelle par manivelle avec guidage par câbles tendus
- surface anti UV et antitaches
- tube d'enroulement en aluminium
- coloris Linen, classement M1

Compris toutes sujétion de pose, de pièces et accessoires de fixation et de calfeutrement.
Les dimensionnements seront adaptés aux baies, avec un store par volume de vitrage

Localisation :

- bureaux PFRH: 001, 001, 002, 003, 004, 005, 006, 006 ,007, 007, 007, 010, 011, 202, 203
- Bureau CERT : 102, 103, 103,103, 104, 105, 105, 105, 106, 107, 108, 109, 109, 111, 113, 114, 114, 115, 116, 118, 120, 122, 122, 122, local détente, salle de réunion, couloir, 204, 205, 207, 208, 215.

Les dimensions à titre indicatif sont données dans le document joint à la présente consultation.

VI EXECUTION DES TRAVAUX - GENERALITES

VI.1 Conduite et contrôle des travaux

La conduite et le contrôle des travaux (Maîtrise d'œuvre) seront assurés par le Service des Affaires Immobilières et de l'accueil du SGCD 67.

Lors du chantier, le titulaire restera sous l'autorité exclusive de la Maîtrise d'œuvre ou de son délégué et ne recevra d'ordres que de ceux-ci.

VI.2 Installation et conduite du chantier

Après la notification du marché, l'Entrepreneur devra soumettre à la Maîtrise d'œuvre dans le délai de préparation du chantier :

- L'ensemble des dispositions prises pour l'installation de son chantier.
- Les dispositions détaillées qu'il compte adopter et le calendrier des travaux compatible avec le délai d'exécution imposé par le marché.
- Un planning des approvisionnements en matériels nécessaires au respect des cadences d'exécution prévues.

VI.3 Emplacement réservé aux installations de l'entreprise

Un emplacement pourra être proposé au titulaire pour y ériger des installations de chantier par le gestionnaire de la cité administrative.

Le titulaire est informé qu'il reste responsable des dommages causés aux tiers du fait des travaux, et prendra à ce titre toutes les assurances nécessaires.

VI.4 Matériel de chantier - échafaudage

Le titulaire doit mettre à disposition sur le chantier, tout le matériel qu'il juge utile à l'exécution de ses travaux.

Néanmoins, le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander la mise en service de matériels plus nombreux et/ou plus conséquents s'il juge que celui qui est sur le chantier est insuffisant ou ne répond pas aux normes de sécurité.

Le titulaire ne pourra pas demander de supplément de prix.

Le titulaire fait sa propre affaire des échafaudages et engins de levage nécessaires à la réalisation de ses travaux.

VI.5 Responsabilité vis à vis des ouvriers et des tiers

Le titulaire doit exercer une surveillance continue sur le chantier, à l'effet d'éviter tout accident aux ouvriers travaillant sur le dit chantier ainsi qu'aux personnes habitant les logement immédiatement voisins et d'éviter les intrusions.

Le titulaire s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux, du fait de l'inobservation par lui ou l'un de ses employés de l'une quelconque de ses obligations.